

## **SYNTHESE – MOSTAR FRIEDENSPROJEKT A RIGA (SHARING AND LEARNING REMEMBRANCE EUROPEAN MEMORY CULTURE(S) IN THE 21ST CENTURY)**

Par Johan Puttemans

Du jeudi 10 mai au dimanche 13 mai 2012, la capitale lettone a accueilli des participants de plusieurs pays européens pour la deuxième réunion de la Mostar Friedensprojekt (Sharing and Learning Remembrance European memory culture(s) in the 21st century). Cette conférence porta 'Overlapping histories & conflicting memories – European memory culture(s) in the 21st century' comme titre, qui réfèra également vers le sujet de cette réunion internationale.

Nous verrons représentées des institutions non-gouvernementales venant de divers pays européens. Des pays tels que l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne, la Pologne, la Tchéquie, la Croatie et l'Autriche. Malheureusement, les pays de l'Est, comme la Lettonie et la Russie, ne seront pas présent.

Dans l'après-midi, jour de notre arrivée, notre groupe s'est mis en route vers la 'Latvijas Okupācijas muzejs', le musée de l'occupation de la Lettonie.

Il est important d'évoquer les dates qui sont reprises dans le titre ; l'occupation de la Lettonie débuta en 1940 et se voyait libérée, non pas en 1945, mais cinquante ans après, en 1991, avec la chute du communisme. L'histoire de l'occupation lettone cadre de manière très significative la première partie de la conférence, à nommer : l'histoire ambiguë typique pour les pays de l'Est qui ont été occupés, non seulement par les Nazis, mais également par après par l'idéologie communiste. L'ère d'après-guerre ne signifiera pas vraiment une période de joie et de liberté pour le peuple letton ; le règne stalinien marquera une continuation des souffrances. Ce n'est qu'avec les changements de Mikhaïl Gorbatchev, la perestroïka et la glasnost, que la Lettonie verra l'opportunité de reconquérir son indépendance. La deuxième partie se situera dans le regard contemporain sur cette période de l'histoire lettone ; elle nous révélera comment les Lettons se chargent de présenter et d'enseigner cette période au grand public. Ceci porte une grande difficulté en soi car il n'est non seulement pas impertinent de raconter les faits et cruautés nazies et communistes, mais il est d'autant plus intéressant de pouvoir élargir ses connaissances concernant le rôle dont les Lettons ont joué durant cette période et comment celle-ci est racontée de nos jours ! Cette introduction situe globalement le fil conducteur de cette conférence.

Le deuxième jour sera marqué par des lectures données par des divers invités. C'est le docteur Ljiljana Radonic, qui enseigne 'conflits de mémoire européen après 1989' à l'Université de Vienne, qui entamera cette journée de lecture avec sa présentation sous le titre : 'Conflicting Memories in Post-Communist Memorial Museums in the Course of "Europeanization of Memory"' (Mémoires en conflit dans les musées mémoriaux post-communiste au cours de « l'Européanisation de la Mémoire »). Madame Radonic ouvre son discours avec la question : « quels pourraient être les mémoires européennes standardisées ? » Trois éléments, bien qu'informels, seront proposés par la lectrice.

Le premier concerne « Universalization of the Holocaust » (disons : Universalisation de l'Holocauste). Dans cette approche, la victime individuelle est mise en avant-plan.

Le deuxième est « Europeanization of the Holocaust » (c'est-à-dire : Européanisation de l'Holocauste). Cette européanisation porte l'importance sur une histoire (ou plutôt « l'Histoire ») partagée et commune qui pourrait mener à une nouvelle identité européenne.

Nombre de pays européens commémorent annuellement le 27 janvier. Cette date fait référence à la libération du camp de concentration d'Auschwitz (27 janvier 1945), qui est devenu le symbole par excellence du génocide des Juifs en Europe. L'accent n'est plus mis sur les nazis qui tuèrent les Juifs, mais s'est déplacé vers « la victime et son agresseur ».

Le troisième et dernier élément que le docteur Radonic évoquera est « Sovjetequal to Nazi occupation » (« de l'occupation soviétique à l'occupation nazie »). Il était d'une importance cruciale de raconter à nouveau l'histoire du rôle de l'Union soviétique après la Deuxième Guerre Mondiale. Jusqu'en 1991, le communisme a enseigné à ses sujets que la présence soviétique après 1945 signifiait une libération. Mais en réalité, cela n'en était pas une. Que du contraire, elle marquera une nouvelle occupation pour les pays baltes. Les leaders communistes imposaient la façon dont laquelle les historiens et enseignants devaient se diriger concernant la Mémoire des crimes et de la barbarie nazies. En 2009, une suggestion a été faite : non plus commémorer le 27 janvier, mais prendre le 23 août comme date de Mémoire. Cette date se réfère au Pacte germano-soviétique, signé par Joachim von Ribbentrop (pour l'Allemagne nazie) et Viatcheslav Molotov (pour l'Union soviétique) le 23 août 1939, et qui pourra mettre au centre de la souffrance les victimes du nazisme, mais également celles sous l'occupation soviétique.

Après cette introduction, Ljiljana Radonic parla d'interprétation, contextualisation et d'une touche critique concernant les musées. La première question qu'elle pose en public est : « Quelle est la raison d'être d'un musée ? » Autrement dit : quel rôle est-ce que les musées jouent au sein de la société ? Comme elle l'a démontré durant son introduction, madame Radonic évoque le rôle des musées dans le monde communiste. Ils ne pouvaient pas se permettre (pire, c'était strictement défendu) de raconter une histoire basée sur des faits ou des recherches scientifiques. L'histoire fut colorée par l'idéologie. Ces musées soufflèrent leur deuxième vie après la chute du monde communiste ; la liberté fut réinstaurée. Notons quand même que l'histoire de la participation lettonne durant la période nazie manque au rendez-vous dans l'affaire présentée au grand public. Et ce fait doit être compris par son « Zeitgeist » (l'Esprit du temps) ; après l'occupation de presque un demi-siècle d'idéologie rouge, l'identité du peuple letton devait se réimplanter dans leurs cœurs. Le rôle, et avec lui la force de l'histoire et de la transmission de sa propre histoire sont primordialement présents dans les musées. Les musées dans l'ère post-communiste forgeront l'identité fondamentale du peuple letton. Par conséquent, l'histoire du nazisme était devenu un objet pour démontrer à quel point la présence du communisme pouvait être bien plus dure et sévère. Néanmoins, vingt ans plus tard, nous pourrions nous poser la question si le temps est venu de remettre l'histoire du nazisme à la place qu'elle devrait avoir dans l'histoire locale (nationale) et européenne ?! Après avoir expliqué la place que les musées prennent dans la société, elle se concentrait sur la géographie du bâtiment ; doit-il être situé où des faits se sont produits ou est-ce qu'un nouveau bâtiment, qui est construit selon la tendance architecturale contemporaine ferait l'affaire ?

Durant le dernier point de son exposé, le docteur Radonic se tourna vers l'esthétique d'un musée. Pour donner un exemple concret : quel est le but d'un musée qui présente à ses visiteurs les noms des victimes ? La raison n'est pas toujours aussi innocente ; dans certains cas, les noms sont exposés aux visiteurs et intéressés afin de démontrer la souffrance nationale et, dans ce sens, le musée utilise un aspect esthétique pour mettre en avant les faits qui se sont déroulés contre leurs patriotes durant la guerre (exemple : des noms des victimes écrits sur des murs en verre qui longent le musée).

La conclusion se porta sur le plan politique ; la présentation des faits sélectionnés et triés pour des fins idéologique ne font, ou du moins ne devrait pas l'être, pas partie du curriculum scientifique objectif, mais ces pratiques appartiennent à la branche politique de la société. Peut-être une ère nouvelle s'est-elle introduite après ces quelques décennies qui ont succédés la chute du communisme ; l'identité nationale lettone a su se stabiliser et espérons que le temps soit mûr pour que les faits historiques puissent être étudiés et présentés au grand public sans voile idéologique qui couvre la réalité !

Après une courte pause, la directrice de "The Museum of the Occupation of Latvia – Remembrance of Nazism and Communism in Latvia" (Le Musée de l'Occupation de la Lettonie – Souvenir du Nazisme et du Communisme en Lettonie), Ieva Gundare présenta, en moins d'une heure de temps, l'histoire du musée même et le programme éducatif adopté par ce dernier.

Avant de devenir le musée actuel, le bâtiment (construit en 1971) est utilisé par le régime communiste pour y faire de la propagande. Auparavant, le musée actuel porta comme nom "Red Latvian Riflemen Museum" ('Le musée des Tirailleurs lettons Rouges'), ce qui est assez clair : l'accent était mis sur l'importance de la présence rouge en Lettonie, et bien plus précisément le Musée de la Révolution. La question qui s'imposait après 1991 était : « Que faire du musée ? Que faire de la statue imposante qui se trouve sur la grande place devant le musée remettant chaque jour le nez des passants sur une présence et une histoire soviétique ? » Le musée changea de nom ; on le nomma alors (en 1991) le "War Museum" (Le musée de Guerre) et l'inscription sur la statue fut modifiée à l'Esprit du temps. Dès 1993, l'histoire lettone s'imposait à des changements adaptés à l'ère post-communiste, ce qui fut surtout la tâche des organisations non-gouvernementales. Ces changements ont pu être réalisés grâce aux fonds et aux dons lettons. Les financements, ou plutôt : les financeurs, ont vu leur propre chance d'y raconter leurs histoires, c'est-à-dire les histoires des rescapés. Ces gens, qui ont survécu la guerre, vont pouvoir marquer le musée par leur désir de raconter et y mettre l'importance sur leur vécu dans les goulags et leurs souffrances sous les Soviets russes. Le problème, en quelque sorte, fut que les rescapés ont considéré ce lieu comme étant leur lieu par excellence ! Du coup, dès les premiers instants où ce musée fut réclamé par les survivants des goulags, ce lieu ne fonctionna plus seulement en tant que musée, mais également en tant que lieu de mémoire. 1997 aurait pu signifier un important changement car c'est au court de cette année que l'état rédigea un protocole gouvernemental. Autrement dit : un financement par l'Etat a été mis en route, ce qui provoqua de nombreux changements au musée (à titre d'exemple : un baraquement goulag a été construit selon les souvenirs des victimes au musée et est positionné favorablement afin qu'aucun visiteur ne puisse sortir sans avoir vu cet aspect de l'histoire lettone.)

La grande critique sur le musée fut formulée par l'intervenante sur l'influence politique concernant l'organisation et la présentation du nouveau musée qui devait être bâti à l'endroit même où il se trouve l'actuellement. Le Letton considère la présence politique au sein de l'organisation du musée comme une nouvelle forme de propagande.

Après le repas de midi, nous avons eu une visite guidée au musée en plein air sur la présence des Juifs avant la Shoah et puis sur leur extermination en Lettonie (le musée « Juifs en Lettonie »). A côté d'un bâtiment, une ruelle est construite à l'image du ghetto de Riga durant l'occupation des Nazis. Un parchemin racontant l'histoire des Juifs dans les ghettos y est affiché, mais est à mon sens peu détaillé.

Concernant les lieux, je voudrais faire remarquer que ce musée ne se trouve pas in situ. La reproduction d'une ruelle du ghetto ne se situe même pas sur l'ancien ghetto ou d'éventuels restants. Peut-être cela est-il fait afin d'avoir un meilleur accès ? Mais, personnellement, je pense que les lieux actuels du musée sont moins faciles d'accès en comparaison avec les lieux où se trouvait le ghetto de Riga. L'actuel musée se trouve au bord de la ville, situé à côté d'une autoroute. Les lieux de mémoire sont entourés de cloisons qui font, ensemble avec quelques bâtiments en ruine et un paysage qui fait penser à un chantier abandonné, presque allusion à une histoire cachée pour le grand public ou les touristes.

La raison pour laquelle cette histoire est restée plus sombre a déjà été expliquée ci-dessus. Premièrement, parce que la vision avec laquelle nous jugeons les Nazis n'est pas identique à celle des pays baltes ; ils estiment que les Nazis les ont libérés de l'occupant soviétique. Deuxièmement, il n'est certes pas aisé de faire face au grand public concernant la participation, passive comme active, de la population lettone à la Shoah et les persécutions des Juifs.

La visite se clôturait par une promenade afin de regagner l'hôtel où nous attendait le docteur Margers Vestermanis du musée « Juifs en Lettonie », situé à Riga. Cette lecture, présentée en Allemand, aurait dû durer une demie heure, mais il fallut à l'intervenant pas moins de trois heures pour présenter son sujet, qu'il nomma : "Analysis of the situation of remembrance on Fascisme and Communism in Latvia" (« Analyse de la situation sur la mémoire concernant le Fascisme et le Communisme en Lettonie »). La présentation de son sujet, qui se déroulait par moment de manière confuse, se focalisait sur la présence juive avant et après la Guerre.

Par quelques dates, j'essayerai de présenter l'histoire des Juifs en Lettonie durant la guerre, et ceci en utilisant le livre 'Extermination of the Jews in Latvia 1941 – 1945'<sup>1</sup>.

En 1918, après la Première guerre mondiale, la première république lettone voit le jour. Cette période durera jusqu'en 1934 car le 15 mai de cette année-là, un coup d'état est fait par Karlis Ulmanis, qui, dès 1936 deviendra président et règnera en tant qu'autocrate sur son peuple. Il dissout le parlement et interdit les partis politiques.

Une dernière date, qui a une grande signification dans l'histoire lettone, est le 23 août 1939, le jour où les ministres des affaires étrangères allemands et soviétiques signèrent le Pacte.

En 1935, 93.479 Juifs demeuraient en Lettonie, dont 43.674 (soit 47 %) habitant dans la capitale. Résumons qu'une haute activité culturelle vivait sous le peuple letton juif, qui était considéré et traité de la même manière que le peuple letton. Le 17 juin 1940, la Lettonie est rattachée à l'Union soviétique. La dictature stalinienne se fait sentir au sein du peuple letton entier. Notons que peu de changements sont à retenir sur le plan démographique, sauf en juin '41 ; durant ce mois une représailles de Staline se fait sentir. Le leader de parti communiste fait déplacer un peu moins que 10.000 personnes de la Lettonie vers des parties de la Russie. La moitié de ces déportés sont des Juifs. Ces premiers mois d'emprisonnement sont marqués par des maladies, la famine et les travaux forcés.

L'occupation communiste est brutalement terminée et remplacée par celle des Nazis ; le 22 juin 1941, l'armée allemande attaque l'Est, dont la Lettonie. Ceci eut comme réaction que de nombreux Juifs fuyaient la Lettonie pour se rendre en Russie. A la fin du mois de juin 1941,

---

<sup>1</sup> Rabbi Menachem Barkahan, *Extermination of the Jews in Latvia 1941-1945*. Series of lectures, Riga (Latvia), Society « Shamir », 2008 [Chapitre : M. Zalmanovich, *The holocaust of Latvian Jews*, p. 36-69]]

l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et des parties de la Biélorussie se trouvaient regroupés sous une entité administrative et territoriale à part ; le « Reichskommissariat Ostland », sous le commandement de Hinrich Lohse, avait son centre administratif à Riga.

Relativement rapidement, la population locale lettone s'organise pour former des unités paramilitaires qui vont s'en prendre à la population juive. (N'oublions pas qu'à partir de 1943, une Division SS lettone sera créée.) *During the Holocaust, 89.5 % of all Jews living in Latvia before the war were murdered. Most of them were killed with the aid of the local population.* (Barkahan (2008), p. 50) [Durant l'Holocaust, 89,5 % des Juifs habitant en Lettonie d'avant-guerre, ont été assassinés. La plupart d'entre eux ont été tués avec l'aide de la population locale.] Un groupement important à décrire est celui de Arajs : ils ont de nombreuses persécutions et tueries de Juifs, communistes, socialistes et autres à leur actif. Les acteurs principaux ont été jugés sous le régime soviétique d'après-guerre, mais depuis 1991, lorsque la Lettonie regagne son indépendance, aucun criminel de guerre ou génocidaire ne fut jugé. Que du contraire ; 41 condamnés ont été réhabilités.

La raison pour laquelle l'approche des Nazis et des Soviétiques par les Lettons se fait autrement, doit être comprise par leur vécu d'après-guerre (sous l'occupation et la répression stalinienne). Gardons en mémoire que la venue des nazis se faisait acclamer par la population locale, qui eux se voyaient libérées de la suppression soviétique (la propagande nazie ne tardait d'ailleurs pas à comparer le communiste au juif).

La situation se dégrade pour la population juive à partir du 13 août 1941. A cette date, les « directives provisionnelles » entrent en fonction et sont d'application sur les Juifs, les demi-Juifs, les quart-Juifs, les Juifs convertis et personnes converties au Judaïsme, tout comme les personnes mariées à un(e) jui(f)(ve) après le 20 juin 1941. Ces personnes se voyaient victimes de nombreuses restrictions et ordonnances (pour exemple : le port de l'étoile de David, l'interdiction de posséder un magasin, etc.)

Pour le 25 octobre 1941, les Juifs lettons devaient déménager de leurs maisons pour regagner les nouveaux ghettos, les plus importants se trouvent à Daugavpils, Liepaja et Riga même.

*In late November – early December of 1941, the plan for the mass extermination of Riga Jews began to be put into effect.* (Barkahan (2008), p. 60) [A partir de fin novembre – début décembre 1941, le plan d'extermination de masse des Juifs de Riga commençait à se mettre en route.] Durant cette période, à peu près 25.000 Juifs se font tuer dans la forêt de Rumbula, près de Riga. A la fin de 1941, plus que 6.000 Juifs sont encore en vie en Lettonie.

C'est durant cette même période que la destruction des Juifs en Europe devient un fait. Les Juifs d'Allemagne vont être « évacués vers l'Ouest pour y travailler » ; mais en réalité ils vont se retrouver enfermés dans le ghetto de Riga, se vidant de ses premiers habitants qui viennent de périr. Le ghetto de Riga deviendra également l'antichambre pour ces Juifs allemands. Remarquons tout de même que les Nazis se trouvaient bloqués par leurs propres mesures ; le ghetto n'était pas encore entièrement vidé des Juifs lettons. Ce problème fut résolu en enfermant les Juifs venant d'Allemagne dans le camp de concentration à Jungfernhof, près de la capitale lettone.

Le ghetto fut divisé en deux parties : la première, le grand ghetto, fut désigné pour les Juifs allemands et la petite partie pour le restant des Juifs lettons. La différence de niveau social et les lacunes linguistiques ne permirent pas aux Juifs allemands de former une résistance cohérente qui aurait pu forcer une révolte, ainsi tout espoir se volatilisait.

Dès que l'ordre fut donné de démanteler le ghetto de Riga, les Juifs encore apte au travail se trouvèrent enfermés dans le KZ Kaiserwald, un camp de concentration au nord de la ville de Riga.

A partir de septembre 1944, l'évacuation se met en marche ; les Nazis doivent fuir l'Armée rouge qui avance vers l'Est. Le restant des Juifs lettons seront déplacés vers des camps en Pologne et en Allemagne.

Le bilan de la Shoah en Lettonie se fait lourdement sentir : on estime que plus que 70.000 Juifs ont été exterminés (le pays était considéré par les nazis comme « Judenfrei » (libre de Juifs). Environ 1.000 Juifs seulement survécurent à l'Holocauste. De nombreux autres regagnèrent la Lettonie afin d'émigrer par après aux Etats-Unis ou en Israël. A peu près 300 Juifs furent cachés par la population locale lettonne et échappèrent au génocide.

Je voudrais émettre deux critiques par rapport à la fin de la lecture par le Dr. Vestermanis. Premièrement : il est regrettable qu'une introduction sociologique et historique fut donnée aussi tard durant ce colloque. Cette lecture est la dernière, car après le workshop commencera, et ce n'est que maintenant qu'une présentation sur la vie des Juifs en Lettonie a été présentée aux intervenants. D'ailleurs cette lacune fut remarquée par de nombreux intervenants qui auraient sans doute trouvé une exposition sur la vie en général en Lettonie beaucoup plus adéquate. Deuxièmement, concernant le programme : cette lecture aurait dû prendre normalement moins de temps et aurait initialement dû être suivie de la première partie du workshop. Vu notre nombre peu élevé, les organisateurs ont sans doute décidé de rapporter au jour suivant les ateliers.

Il aurait été préférable de faire les présentations des participants plus tôt afin de connaître les intervenants et ce qu'ils représentaient.

Le lendemain, les 13 participants devaient à tour de rôle se présenter ainsi que leur travail dans leur pays.

#### Memorial Démocratique, Espagne

La première personne, venant d'Espagne, présenta ses travaux par une présentation projetée. L'organisation non gouvernementale s'appelle Can Jonch et se situe à Granollers, en Catalane. Il s'agit d'une institution qui s'occupe principalement de redécouvrir sa propre histoire à la période dictatoriale franquiste. Ils font non seulement de l'histoire, mais mettent également l'accent sur la mémoire car là où, à partir de 1938, des bombes sont tombées, des panneaux sont placés afin que les futures générations se souviennent de leur propre passé et de l'histoire de leur pays.

Ces panneaux ont comme principal but de laisser découvrir la guerre civile que l'Espagne a connue avant de reprendre les voies de la démocratie en 1978. Ce projet est financé par le gouvernement catalan, bien que le projet souffre sous la crise économique qui règne actuellement en Espagne.

#### L'institut historique juif, Pologne

Le professeur Pawel Spiwak nous présenta l'institut, dont il est l'actuel directeur. Cet institut fut fondé par les Juifs qui sont retournés en Pologne après la guerre. Actuellement ce lieu d'histoire est un des plus importants endroits où les documents datant de la guerre ont été rassemblés. Son institut peut donc être divisé en deux grandes parties : premièrement en tant qu'archives, dont la plus importante est celle de Ringelblum (nommé en mémoire de

Emanuel Ringelblum, un historien juif polonais qui a vécu longtemps dans le ghetto de Varsovie). Des archives (« Oyneg Shabbos », écrit entre autre par Ringelblum) y ont été retrouvées après la guerre et racontaient la vie à l'intérieur du ghetto. La deuxième partie est consacrée au musée, qui possède une collection importante d'objets venant de la Basse-Silésie, et d'objets qui ont appartenus aux Juifs grecs qui ont été déportés à Auschwitz.

Un autre travail fait par son institut est la recherche et la publication.

En ce qui concerne la mémoire, des lectures hebdomadaires pour un public ouvert sont organisés. Aussi, des cours et projets d'éducatons pour les instituteurs autour de la Shoah y sont organisés. L'institut attribue un prix pour la meilleure rédaction concernant la persécution et la souffrance juives.

Storia airomem, Italie

La représentante présenta un projet colossal, dépassant largement le niveau de l'école individuelle ; son institut regroupe toute l'éducation italienne, ce qui doit être, vu la division de l'Italie en plusieurs régions, une tâche peu aisée. Ils se focalisent surtout sur la recherche vers les 'Justes parmi les Nations' (Hasid Ummot Ha'Olam).

Suite à la guerre, la recherche des archives et des sources n'était pas une démarche aisée. Après les années passées, une amélioration s'est mise en place. Cette courte introduction historique nous a été révélée pour enfin nous faire connaître la situation actuelle : l'influence de la politique et de la mafia sont actuellement fortement présente et peuvent être source de problèmes pour les projets scolaires.

La mémoire se tient en vie à l'école par des programmes mis en œuvre par cet institut auquel les enfants et jeunes adolescents (entre 14 et 19 ans) doivent activement participer. Le fil conducteur pour chaque enfant est : « Qu'est-ce que ma famille a vécu durant la Deuxième guerre mondiale, et jusqu'à quel point cette histoire me concerne ? » Le but du jeu est de participer et livrer activement des recherches (concrètement : poser des questions à des membres de leurs familles, rechercher des informations et/ou photos de leurs familles, etc.) Ceci leur permettra, non seulement de mieux comprendre l'histoire de leurs ainées, mais de comprendre également la guerre et son impact sur la vie à l'époque ainsi que ses conséquences sur les décennies qui suivirent.

L'introduction qu'elle donna au début de son exposé prenait du sens par la suite ; pas mal de gens en Italie tiennent les informations pour eux car ils craignent la politique et leurs conséquences éventuelles.

Osradek Karta, Pologne

Cette organisation non-gouvernementale a vu le jour en 1982, donc dans une Pologne encore sous le régime communiste. Mais depuis 1990, elle prendra une importance assez considérable en enregistrant et en faisant de la documentation de l'histoire contemporaine en Pologne centrale et de l'ouest. Ils enregistrent, et parfois filment, des personnes qui ont vécu la guerre et, par des questions, racontent leurs histoires. A ce jour, ils possèdent environ 5000 témoignages, pour la plupart en Polonais, mais également quelques-uns en Allemand.

Un des plus grands projets organisé par la Osradek Karta est le « Poles in the East » (Les Polonais à l'Est). Il s'agit des Polonais qui habitaient dans ces lieux qui ne font plus partie de la Pologne actuelle. Leurs histoires sont soigneusement mises sur bande pour l'éternité.

Tout autant les Allemands qui vivaient dans l'Allemagne de l'Entre-deux-guerres, faisant maintenant partie de la Pologne d'après-guerre, sont interviewés. La plupart en polonais, mais certains aussi en Allemand.

Un bémol a été formulé, il s'agit de la digitalisation qui se fait très lentement et qui prend une assez grande partie du budget.

Le public qu'ils veulent atteindre est l'éducation et les familles intéressées afin de mieux connaître leurs histoires familiales.

#### History Meeting House, Pologne

Il s'agit d'une très grande bibliothèque qui peut être consultée sur place comme sur internet. Plusieurs expositions peuvent y être retrouvées, tout comme des ateliers déjà prêts pour des élèves, mais également pour les instituteurs qui savent s'en servir afin de pouvoir, sans trop de préparation, présenter aux jeunes l'histoire de la Deuxième guerre mondiale et ses atrocités commises en Pologne.

Avec plusieurs publications, et une offre assez signifiante, cette organisation s'offre un bel avenir.

#### Initiative für einen Gedenkort ehemaliges KZ Uckermark e.V., Allemagne

Le camp de concentration de Ravensbrück nécessite une introduction plus longue ; il est connu pour avoir été un camp en Allemagne exclusivement féminin. Mais il en est moins pour un des camps annexes, à nommer : das Mädchenkonzentrationslager Uckermark (le camp de concentration pour filles Uckermark). Ce camp, longtemps resté à l'abandon, est depuis plusieurs années utilisé par des jeunes femmes motivées à s'en servir afin de garder cette histoire en vie et la transmettre aux générations suivantes. La transmission d'information se fait in situ (autrement dit, où se trouvait, durant la Deuxième Guerre Mondiale, un camp aujourd'hui disparu.) Notons tout de même que les soldats de l'armée soviétique ont réquisitionné ces lieux après la libération pour en faire des baraquements pour leur propre utilité.

Une vidéo d'à peu près six minutes nous montre ce qui y est fait par des volontaires. Aucune de leurs activités n'est subventionnée par l'Etat allemand. Leur travail consiste à fabriquer, avec les moyens qu'ils ont, des panneaux d'explication et d'information concernant les lieux. Le camp a été utilisé par les Nazis pour incarcérer des (jeunes) femmes. Cette tendance de « public » a survécu des décennies ; une approche très féministe est donnée actuellement à la mémoire de Uckermark. Une prise de conscience de leur rôle dans la société est un des buts principaux de ces jeunes féministes ; de nombreuses femmes ont été envoyées à Uckermark comme punition pour avoir commis l'acte grave de faire de la résistance culturelle (par exemple : avoir écouté de la musique Swing, ce qui était interdit et sévèrement puni !)

Comme mentionné ci-dessus, ces lieux n'existent plus. Ceci veut dire que les participantes ne peuvent pas y aller passivement ; aucun parcours n'est donné ou indiqué. Chaque année, un stage de travail y est organisé aux alentours du mois d'août et toutes les jeunes femmes sont obligées de collaborer ensemble afin de pouvoir y retirer une grande leçon de vie. Ainsi, ces lieux deviennent un lieu de commémoration.

#### Jasenovac Memorial Site, Croatie

Qui dit Balkan, dit situation compliquée. Vouloir comprendre le Jasenovac Memorial Site (le site mémoriel de Jasenovac) nécessite incontestablement une connaissance historique

approfondie de la situation aux Balkans à partir de la Première guerre mondiale jusque la période après la chute du communisme et du grand changement au point de vue démographique aux Balkans. Malheureusement cette histoire est assez vaste et aurait pris trop de temps à développer.

Le camp de Jasenovac était un camp de concentration en Croatie où de nombreux Serbes et Tsiganes ont été enfermés et où, à une certaine période des tueries massives ont eu lieu. Il s'agit d'un camp relativement primitif, mais malgré tout très brutal.

Après 1945, le site de l'ancien camp de Jasenovac n'était pas très accessible au grand public, vu sa localisation qui ne facilite pas une visite, mais surtout le regard des habitants sur ce lieu posait problème. Un site de mémoire ne fut mis en place qu'à partir de 1968. Entre cette période et 1991, quand la guerre de Balkan commença, des groupes d'écoliers visitaient le lieu de mémoire de Jasenovac. Le musée a dû fermer ses portes à partir du conflit militaire jusqu'en 2006.

Le site de mémoire se situe actuellement en Croatie sur la frontière avec la Bosnie-Herzégovine, source de conflit concernant la reconnaissance du nombre exact de victimes tombées durant la Deuxième Guerre Mondiale. Ces problèmes ne facilitent pas l'enseignement de l'histoire, ou plutôt d'une histoire objective. Il faut savoir que les Croates préfèrent ne pas trop évoquer cette histoire pénible et semble parfois vouloir garder le silence.

#### Österreichischer Auslandsdienst, Autriche

Il s'agit d'un programme existant en Autriche et qui a pour but de donner l'opportunité aux jeunes adolescents de toute classe sociale d'aller à l'étranger pour compléter une sorte d'alternative au service militaire (disons plus humanitaire que militaire). Les jeunes peuvent également choisir de se diriger vers des institutions ou organisations étrangères qui s'occupent de l'enseignement de l'histoire et de la mémoire des génocides et autres sujets associés.

Les jeunes qui sont sélectionnés sont encadrés par d'anciens volontaires et par des professionnels. Après une période de réunions mensuelles afin de bien préparer les volontaires, ils partent pour l'étranger où ils prendront des visites ou une tâche administrative sur eux et ainsi ils complètent leur période de travail social.

#### Antikomplex, Tchéquie

Cette organisation se dirige sur l'enseignement et l'apprentissage des atrocités commises par les Nazis. Leur objectif est double : premièrement, ils organisent avec les écoles des programmes pour que les élèves et étudiants n'oublient pas l'histoire de la guerre et de l'Holocauste. Deuxièmement, ils veillent à ce que la mémoire des victimes ne se perde pas lorsqu'ils ne seront plus là.

Afin que cet héritage national ne se perde pas, l'enregistrement de l'histoire et du vécu des rescapés a été mise en œuvre.

#### Gedenkdienst, Allemagne

Il s'agit d'une organisation multidisciplinaire ; de la recherche scientifique y est livrée. Similairement à l'Autriche, l'Allemagne offre chaque année une possibilité pour ses jeunes de faire leur « Gedenkdienst » (leur service de mémoire) dans un pays étranger, et ceci pour une période de 12 mois. Ainsi de nombreux champs d'intérêt se rejoignent et doivent travailler ensemble.

Mais la « Gedenkdiens » fait bien plus que cela ; elle se dirige également sur le projet éducatif en Allemagne même. Elle organise des ateliers pour les professeurs et les éducateurs afin de développer et faciliter l'enseignement et la transmission des faits historiques et politiques.

Vers la fin de l'après-midi, en cette dernière journée de colloque, l'atelier débuta enfin. Deux sujets seront ouverts :

Le premier point de discussion se concentrera sur l'organisation et le fonctionnement des musées, des institutions et organisations non-gouvernementales. Ceci comprend directement le financement (qui paye ?, combien ?, etc.) et la question: « Qu'est-ce qui y est enseigné et par quel méthode didactique cela se fait-il ? »

Toute cette problématique se déroulera autour du futur musée « européen » à Bruxelles. La question qui s'impose est : « Est-ce qu'une Mémoire est possible en Europe ? », ou formulé autrement: « Peut-on centraliser dans un seul lieu l'Histoire et la Mémoire de la Shoah et de la Deuxième Guerre Mondiale ? » Et si oui, comment ? (Quelle histoire faut il y raconter ?) Cela est-il possible et faisable sur le plan international?

Les participants ne cachaient pas leurs avis et réactions négatives concernant ce projet. La question qu'il faut se poser ouvertement est : le visiteur va-t-il aller à Bruxelles pour visiter ce musée ? Selon toutes les personnes présentes à cette discussion, il faut tout d'abord avantager financièrement les musées locaux qui ont du mal à garder la tête hors de l'eau, au lieu de construire un musée qui, selon de nombreuses personnes présentes, ne pourra pas atteindre un aussi large public.

Ce projet se dirige vers l'unification de l'histoire européenne pour « renforcer » l'identité européenne. Il ne s'agirait plus de l'histoire d'un pays à part (ou plutôt : des histoires de plusieurs pays européennes), mais d'une histoire et mémoire, centralisée dans le cœur de l'Europe : Bruxelles. La question, ou remarque, qui est légitime à se poser est : « Une histoire européenne est-elle possible et souhaitable ? » Pour prendre les lieux de ce colloque comme point de départ : Riga. L'histoire de Riga n'est pas semblable à celle des pays de l'Europe de l'Ouest durant la même période. Le monde balte, qui a en quelque sorte plus souffert de la présence soviétique, n'est pas comparable aux pays qui n'ont pas un passé soviétique (comme par exemple la Belgique ou la France). Donc, quelle histoire raconter à Bruxelles, lieu de mémoire universelle ? Une histoire ou une mosaïque d'histoires autour d'une même période historique. Pour la plupart le point difficile reste : qui irait spécialement à Bruxelles pour visiter ce musée ?

Le deuxième point de discussion de cette fin de journée se focalisait sur la jeunesse et l'éducation. Le groupe était scindé en deux. Par groupe, plusieurs cartes avec des questions bien spécifiques autour de l'éducation et la transmission pédagogique ont été attribuées. La première question « In how far are the possibilities enabled by internet and new media actually used by the public? » (Dans quelle mesure les possibilités permises par Internet et les nouveaux medias sont-elles réellement utilisées par le public?) L'Internet a comme grand avantage que la possibilité de faire des recherches est largement agrandie. Mais la question qui a été lancée dans le groupe est : qu'en font les jeunes ? Vont-ils toujours sur les pages appropriées ? Ne risquent-ils pas d'atterrir sur des pages à « open source », comme par exemple Wikipédia où n'importe qui peut écrire quelque chose de non vérifié ?

La question: « Do approaches towards history need to be changed due to modern multicultural society? » (Est-ce que les approches historiques doivent être adaptées à la société multiculturelle moderne ?) se traitait avec la question : « Is the youth “fet up” with the holocaust topic? » (Est-ce que la jeunesse en a assez des sujets concernant la Shoah ?). La question n'est pas : « en a-t-elle assez ? » mais plutôt : comment proposer cela de manière didactique, adapté à leur mode de vie. Pour prendre l'exemple des films : à la télévision tout se voit, tout se dit, tout se sait. Internet procure également assez d'images atroces et autres. Comment ces images de cadavres en piles peuvent-elles les atteindre s'ils ont l'habitude de voir cela quotidiennement ? En conclusion, nombreux trouvent que là se positionne le devoir des sites mémoriels ; contrairement à l'écran, la mémoire et le sentimentalisme peuvent être suscités sur ces sites historiques et réels.

Cette journée s'achève sur une discussion qui dépassait fortement le but de ce colloque ; les opinions locales n'ont pas été abordées car ils n'étaient pas présents. Ceci fut le grand bémol de ce colloque. Parler de la suppression sous Franco, le fascisme de Mussolini, la France sous Pétain etc. ne nécessitait pas une présence à Riga...

Comme toute bonne réunion, plus de questions ont été créées au lieu de réponses formulées, ce qui fournit de l'espoir pour un futur et ne dit-on pas : « l'espoir fait vivre ? »